



Conseil économique et social

Distr. générale
3 décembre 2011
Français
Original : anglais

Commission de la condition de la femme

Cinquante-cinquième session

22 février-4 mars 2011

Point 3 a) de l'ordre du jour provisoire*

**Suivi de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes
et de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée
générale intitulée : « Les femmes en l'an 2000 : égalité
entre les sexes, développement et paix pour le XXI^e siècle » :
réalisation des objectifs stratégiques et mesures à prendre
dans les domaines critiques et nouvelles mesures et initiatives**

Déclaration de Brahma Kumaris World Spiritual University (BKWSU), organisation non gouvernementale ayant le statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration suivante qui est diffusée conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* E/CN.6/2011/1.



Déclaration

Dans de nombreuses cultures du monde, les femmes et les filles sont les gardiennes du sacré, transmettent la culture, protègent les traditions et prennent soin des autres. Les femmes sont au centre des soins et des progrès de la famille et elles font de plus en plus largement partie de la main-d'œuvre mondiale. Au cours de ces dernières décennies, l'égalité entre les femmes et les hommes et les possibilités d'accès toujours plus nombreuses aux services publics qu'ont les femmes sont devenues des sujets importants dans les discussions formelles et informelles entre politiciens, médias, communautés et familles. Les gouvernements délibèrent sur les conditions juridiques et économiques indispensables à l'appui de programmes qui donneront aux femmes et aux filles plein accès à l'éducation, à la formation leur permettant de développer leur savoir-faire et à la technologie de sorte qu'elles puissent participer pleinement à l'emploi et obtenir un travail décent.

L'expression « travail décent » résume les aspirations de beaucoup de gens en ce qui concerne leur vie active. Un travail décent leur permet de se consacrer à un emploi productif et d'obtenir un revenu normal dans un cadre de travail sûr et favorable. Il assure également une protection sociale aux familles, de meilleures perspectives de développement personnel et d'intégration sociale, donne à l'individu la liberté d'exprimer ses inquiétudes et de participer aux décisions ayant une influence sur ses conditions de vie. Un travail décent permet aux femmes en particulier de bénéficier d'un traitement juste et équitable et d'avoir des possibilités de croissance et d'avancement. Il y a cependant encore trop de femmes dans les emplois précaires, peu qualifiés, mal payés et offrant peu de perspectives d'avancement. Elles représentent environ 40 % du total de la masse salariale mondiale et pourtant, à travail égal, elles gagnent beaucoup moins que leurs homologues masculins. Les femmes sont également plus susceptibles que les hommes de connaître le chômage, la pauvreté, d'être victimes de la violence, de la discrimination et du harcèlement au sein de leurs communautés et sur leurs lieux de travail.

Il est évident que plus les femmes veulent être les égales des hommes, plus elles doivent avoir accès à l'éducation et à la formation, acquérir des qualifications et être soutenues. Les problèmes considérables auxquels sont confrontées les femmes en particulier et la société en général signifient que les femmes doivent en toute égalité avec les hommes participer à la recherche de solutions à ces problèmes et être déterminées à le faire. Mais pour cela, il doit exister un champ d'action commun qui renforce les compétences, les alliances et le respect entre tous, et chacun, à titre individuel, doit s'efforcer de faire en sorte que les femmes réalisent pleinement leurs droits, aient accès aux services et à un travail décent.

Dans de nombreux pays en développement, les jeunes filles doivent s'occuper des travaux ménagers, de leurs frères et sœurs plus jeunes et des autres enfants. Dans de telles conditions, elles n'ont souvent que des possibilités limitées d'accès à l'éducation et elles sont couramment soumises à des actes de violence. De plus, les femmes et les filles se considèrent souvent comme inférieures par rapport aux membres masculins de leur famille et de leur communauté. Cette attitude se confirme encore lorsqu'elles deviennent adultes et fondent leur propre famille. Elles transmettent par la suite cette notion de valeur « inférieure à » à leurs enfants ce qui perpétue des systèmes de croyance et des schémas comportementaux négatifs et destructeurs.

Prenons l'exemple d'une petite ville minière de la République démocratique du Congo (RDC). Dans ce pays, dès l'âge de six ans les petites filles travaillent aux côtés de leurs mères, dans des conditions dangereuses, au ramassage et au lavage de minerais qu'elles vendent ensuite à des compagnies d'exploitation minière. Les jeunes filles deviennent elles-mêmes mères de famille et, n'ayant pas eu d'autres choix, elles attendent que leurs filles fassent la même chose. Les petites filles travaillent six à sept jours par semaine, ne vont pas à l'école, vivent dans une misère noire et sont sans cesse victimes d'actes de violence physique et sexuelle. Elles n'ont jamais la possibilité de jouer en toute liberté et dans la joie.

Ces dernières années, le Gouvernement de la RDC et des ONG internationales sont intervenus en créant des programmes ayant pour but de sortir les filles de leur travail mal payé et dangereux dans les mines et de les envoyer à l'école où elles acquièrent les rudiments de la lecture et de l'écriture ainsi qu'un savoir-faire spécifique en couture, charpenterie, comptabilité commerciale et informatique par exemple, dans l'espoir qu'une fois leur éducation terminée elles ne devront pas retourner dans la mine. Dans ce cas particulier, certaines d'entre elles ont en effet terminé leurs études et mis à profit leurs nouvelles compétences pour lancer leur propre commerce ou obtenir un travail plus sûr et plus stable. Toutefois, elles sont nombreuses à ne pas terminer leurs études et à retourner dans la mine car elles n'ont pas compris le but et la valeur de l'éducation. Le plus important est qu'elles étaient incapables d'apprécier la valeur de l'éducation parce qu'elles n'avaient aucune idée de leur propre valeur.

Spiritualité et valeurs n'occupent pas toujours une place importante dans les conversations sur l'éducation, la formation et la technologie pour les femmes et les filles. Cependant, alors que les besoins humains fondamentaux de tant d'enfants, de femmes et d'hommes ne sont toujours pas satisfaits, nous ne pouvons plus ignorer que le fait de ne pas pourvoir aux besoins de tous les membres de l'humanité est directement lié à l'érosion collective de ses valeurs. La disparition de ces valeurs au niveau mondial a une incidence directe sur la façon dont nous nous voyons, dont nous percevons les autres et établissons des rapports avec ceux qui nous entourent. Si nous voulons vraiment assurer la pleine participation des femmes et leur donner toutes les possibilités d'accès, nos conversations ne peuvent tout simplement pas se borner au renforcement des compétences, au financement et à la mise en œuvre de projets. Elles doivent dorénavant inclure aussi ces valeurs.

Les gouvernements et autres décideurs se rendent compte maintenant qu'il est urgent que les partenaires sociaux prennent part aux discussions sur la formation et le développement des qualifications pour que les changements souhaités deviennent réalité. Il est clair aussi que les gouvernements ne peuvent plus être seuls à se prononcer lorsqu'il s'agit d'éducation et de formation. Les systèmes de formation les plus performants sont constamment étayés par un dialogue social vigoureux. Une telle approche holistique enseigne des compétences pratiques et concrètes et donne à l'individu, homme ou femme, le pouvoir de retrouver et de reconnaître sa dignité.

L'autonomisation ne vient pas de l'extérieur. C'est un processus de compréhension et de rapport avec les valeurs et les qualités fondamentales de chacun et d'apprentissage de leur utilisation. Il ne s'agit pas simplement de renforcer des aptitudes de survie ou de redresser des torts de l'extérieur. L'autonomisation implique une croissance et un développement intérieurs entraînant un changement d'état d'esprit, les plus grandes limites auxquelles nous sommes

confrontées étant en effet celles que nous nous imposons. La dignité personnelle est un état. Aussi longtemps qu'une personne la garde en son for intérieur, elle ne peut jamais lui être totalement enlevée. La dignité est une valeur qui comprend le respect de soi et celui des autres. La dignité se dégage des vertus intrinsèques et innées de paix, d'amour, de joie, de pureté et de vérité qui sont l'apanage de chaque être humain.

Le fait que nous prenions conscience de ces attitudes spirituelles est un moyen puissant de réorienter le débat sur l'éducation et le travail. Du travail vu dans le cadre des notions traditionnelles de professeur/étudiant, employeur/employé, descriptions des tâches/salaires, rôles/responsabilités, nous passons au niveau supérieur de contribution créatrice, de participation productive et de communauté laborieuse caractérisé par une transformation et un changement positifs émanant de ce qui est essentiel en chacun de nous. Cette prise de conscience peut donner à chacun d'entre nous force et espoir et être un outil puissant pour surmonter les humiliations du chômage, de la pauvreté et de la violence. L'engagement de l'État, de la famille et de la communauté à des valeurs peut transformer les occasions manquées auparavant et les possibilités limitées d'accès à un travail juste, décent et sûr et permettre la pleine participation des femmes et des filles à l'éducation, à la formation et à d'autres programmes qui assureront la durabilité et un véritable changement.
